

Journée d'information du 18-11-2014, musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, Bourges.

Conférence d'Olivier Laliou, historien au mémorial de la Shoah. Libération des camps et retour des absents.

En préalable, une attitude à éviter : porter un jugement moral sur la manière dont on a appréhendé la question de la découverte des camps, ainsi que sur l'accueil des déportés.

1945, on découvre la réalité concentrationnaire : l'état-major et les forces armées, le monde politique, la population.

Avant guerre, des témoignages allemands avaient été publiés dans la presse, mais tous ont été oubliés ou occultés. Idem pendant la guerre : les gouvernements en exil ont occulté ce qu'ils savaient, et après guerre, ce n'était pas une priorité de bien traiter les rescapés.

Et dans l'historiographie ?

La découverte des camps a été peu traitée.

Quelques pionniers ont publié, sous l'angle des témoignages :

- le père Léon Leloir, aumônier originaire des Ardennes belges (1).
- Quelques centaines de témoignages sont publiés jusqu'en 1948. Mais ils s'arrêtent au moment de la libération des camps. Ou au retour en France. Peu témoignent sur le retour et l'accueil.

- Un ouvrage est réellement pionnier : en 1965, par Olga Wormser-Migot, spécialiste française de la déportation. Professeur d'histoire-géographie, elle a été révoquée par Vichy.

Elle intègre à la Libération le ministère des prisonniers-déportés-réfugiés, au département D : le service des recherches.

En 1965, elle publie « Quand les alliés ouvrent les portes », avec ses notes rédigées en 1945. C'est un ouvrage essentiel. (Réédité en 1985 aux éditions Complexe).

Ce livre plonge dans la problématique du sujet.

Depuis, différentes études sont parues :

- Marie-Anne Matard-Bonucci et Edouard Lynch « La libération des camps et le retour des déportés ». Editions Complexe, 1995 (2).

- Catalogue de l'exposition de la BDIC, de 1995.

- Et évidemment « Déportation et génocide, l'impossible oubli » : la thèse d'Annette Wiewiorka, Plon 1992.

Paru en livre de poche, collection Pluriel.

Excellent ouvrage.

Annette Wiewiorka a utilisé près de 250 témoignages.

Lecture, à la marge du sujet : Marguerite Dras, « La douleur » : ses souvenirs liés au retour de son compagnon, Robert Antelme. Elle évoque son retour à la vie.

Enfin, un film documentaire, disponible en DVD (3), ou le livre qui en a été tiré : « Les survivants », de Patrick Rotman, 2005 : images d'archives, une dizaine de témoins. L'auteur évoque la dernière phase des camps, les marches de la mort, la libération et le retour en France.

(1) « *Je reviens de l'enfer* », éditions du rendez-vous, Paris, 1945, sur Buchenwald.

(2) Article dans « *Libération* », 22-6-1995 : <http://www.liberation.fr/livres/1995/06/22/comment-faire-savoir-a-ceux-qui-ne-savaient-pas-une-synthese-en-photos-et-en-temoignages-sur-les-rea-136747>

(3) *Et sur le net.*

Que retenir ?

En France, qui sont les survivants des camps ?

- Les Juifs.

Le retour concerne un nombre limité de gens. : sur 76 000 déportés, environ 3000 rentrent. Soit environ 4 %.

Destin singulier des Juifs : des familles entières sont décimées.

- Environ 40 000 rescapés de l'univers concentrationnaire. Des « politiques » (arrêtés pour leurs appartenances politiques), des résistants, des « Droit Commun ».

- Environ 20 rescapés Tziganes : rescapés d'un convoi de 160 personnes, originaires du Nord-Pas de Calais, partis fin 1943 de Belgique.

Peu présents dans la mémoire collective.

- Au total, pas plus de 50 000 personnes : groupe hétérogène, avec des profils d'âge et sociologiques différents ; des causes de déportation diverses, un vécu des camps varié...

Ex d'un profil atypique : une fille de 12 ans, juive, déportée à Bergen Belsen car le père est prisonnier de guerre.

Les rescapés des camps sont « noyés » dans une masse d'autres « absents », de retour en 1945.

- 700 000 requis du STO.

- Plus de 950 000 prisonniers de guerre !

Les rescapés des camps sont donc proportionnellement peu nombreux !

- L'expression « camps de la mort » se lit dans la presse dès 1945. Les camps cités sont Dachau, Bergen-Belsen, Auschwitz... Certains lieux sont inconnus. Ex : Sobibor.

Mais la prise de conscience entre l'automne 1944 et 1945 est très progressive.

Les camps et leur libération : étapes.

- Les camps connaissent de profonds bouleversements dans les derniers mois de la guerre. Les camps sont progressivement évacués par les nazis, dans « les marches de la mort ».

Cela bouleverse la hiérarchie des camps.

Le mouvement décidé par les nazis est le même dans tous les camps : maintenir au maximum les détenus, puis les évacuer vers le cœur du Reich. Dans le but espéré de continuer à les faire travailler, car la main d'œuvre détenue est vitale pour l'effort de guerre nazi.

- Chronologie : elle est assez longue.

- A l'est, juillet 1944, 1^{er} camp libéré : Maïdanek-Lublin.

- A l'ouest, novembre 1944, « » : Natzweiler-Struthof.

Bref, les libérations s'échelonnent de l'été 1944 au printemps 1945.

- Le dernier grand camp libéré est Mauthausen le 5 mai 1945. 3 jours avant la capitulation !

- Mais certains Kommandos le sont encore après : Ebensee, le 6 mai.

- Et le camp-ghetto de Theresienstadt, camp-vitrine de la Croix-Rouge, et un des derniers camps refuge des marches de la mort : le 8 mai.

- Et encore le 9 mai : le camp de Stutthof-Danzig. Quelques Français y ont été dirigés. (Ceux du convoi 73, parti de Drancy vers Kaunas et les pays baltes).

- Dans les faits, la libération d'Auschwitz le 27 janvier 1945 marque symboliquement la séquence de la libération.

Car en réalité les autres camps avaient été évacués : Maïdanek et le Struthof étaient quasi vides !

La confrontation entre les libérateurs et les détenus est donc tardive : janvier 1945.

Restent à Auschwitz quelques milliers de détenus, qui n'ont pas été évacués.

Quelques images ont été tournées par les Soviétiques à Maïdanek et Auschwitz.

Mais en France, elles sont censurées :

- par peur des représailles allemandes contre ceux qui sont encore enfermés.
- par peur d'un mouvement de panique dans les familles des déportés.

- En France, l'opinion publique prend conscience de tout cela seulement lors de la libération des camps et des sous-camps de l'ouest.

- Ohrdruf. 5 avril 1945. La situation y est chaotique. Il n'y a pas de fours crématoires, mais des fosses communes. Des rescapés.

Cela bouleverse les soldats.

Le 12 avril 1945, Eisenhower vient sur place avec Bradley et Patton, de la 3ème armée.

C'est là que Eisenhower prononce sa célèbre phrase. (1)

- Buchenwald. Le 11 avril 1945.

- Bergen-Belsen. Le 15 avril 1945 par les Britanniques.

Les images en sont connues, elles ont été médiatisées.

Epidémie de typhus. Dure après la libération. Image des bulldozers poussant les corps vers les fosses communes.

En fait, Bergen-Belsen, au préalable, était un camp particulier : c'étaient des populations « protégées » :

Ex : des personnes susceptibles d'être « échangées ».

Ex : femmes et enfants de PG (prisonniers de guerre) juifs, protégés par les conventions de Genève.

Ex : des citoyens des pays neutres.

C'est aussi un camp-hôpital, sans chambre à gaz. La mortalité n'y est pas excessive.

Puis il devient un réceptacle des marches de la mort. En novembre 1944 : 15 000 personnes. En avril 1945 : plus de 60 000. Le camp devient surpeuplé. D'où l'épidémie de typhus, qui fait 35 000 morts.

Il reçoit par exemple des évacués d'Auschwitz. (Cas d'Anne Frank et d'Hélène Berr).

- Dachau. Sud de l'Allemagne. Le 29 avril 1945. Libéré par les Américains. Environ 30 000 détenus.

Images connues du camp : un train venu de Buchenwald, des cadavres de détenus à l'air libre. Filmées par Georges Stevens.

- Ravensbrück. 80 km au nord de Berlin. Camps de femmes. Reçoit des femmes juives évacuées. Puis camp lui-même évacué quelques jours avant que les Soviétiques n'arrivent le 30 juin.

En fait, Himmler a tenté de jouer un double jeu, et a tenté une paix séparée avec les alliés : il a donc accepté que la Croix-Rouge suédoise et danoise prennent en charge 7000 détenues.

Plus 300 Françaises vers la Suisse, qui seront parmi les 1ères déportées accueillies officiellement en France au printemps 1945.

Des idées fausses sur la libération des camps :

- Les Alliés auraient combattu pour libérer les camps. Faux ! Ils les découvrent par hasard ! Alors qu'ils poursuivent leurs objectifs militaires. Et que l'existence des camps ne leur est pas signalée.

Or, confrontés à ces catastrophes humanitaires, les Alliés doivent les prendre en charge.

- Idée que les détenus vont être vite libérés.

(1) « On nous dit que le soldat américain ne sait pas pourquoi il combat. Maintenant, au moins, il saura contre quoi il se bat »

Historiographie de ces derniers mois de l'état nazi :

- Daniel Blatman, historien israélien, « Les marches de la mort », Fayard, 2009.
- Ian Kershaw : ouvrage plus général, différentes thématiques : « La fin, Allemagne 1944- 1945 ». Seuil 2012.

Le rapatriement

Contexte.

Il est imaginé d'une manière théorique, qui ne va pas résister aux faits.

D'abord, les impératifs militaires sont prioritaires ! Toutes les ressources doivent être mobilisées pour la défaite du Reich.

Le rapatriement y est donc subordonné.

Et il y a 10 millions de personnes déplacées sur le territoire allemand : civils, militaires : les alliés veulent éviter les mouvements incontrôlés.

Et ils craignent la propagation de diverses épidémies.

Remarque : après 1945, jusqu'à la fin des années 40, de nombreux camps de personnes déplacées existent en Allemagne. Ex : des Juifs polonais. Qui refusent d'aller ailleurs qu'en Israël.

D'autres camps existent « aux 4 coins de l'Europe ».

Les Français, en 1945, sont très dispersés.

Et les autorités françaises sont soumises aux alliés !

La France dispose dès septembre 1944 d'un ministère des prisonniers-déportés et rapatriés, dirigé par Henri Frenay, le chef du mouvement Combat. (Haut-commissaire à ces fonctions à Alger depuis 1943).

Le ministère crée une mission française de rapatriement. Fonctions :

- suivre les combats, les avancées militaires.
- Identifier les Français.
- Organiser les retours. Mais d'après les consignes du SHAEF. (1)

En France, le ministère a d'ors et déjà sensibilisé l'opinion publique au sort des absents.

Il s'attache à les rassembler sous l'étiquette de combattants...

Les absents seraient tous des combattants !

D'où la célèbre affiche : « Ils sont unis, ne les divisez pas ».

L'objectif est double :

- affirmer l'unité des absents.
- Les associer à la France combattante, victorieuse. Réintégrer ces « exclus de la victoire », selon la formule de François Cochet.

Parallèlement, des centaines de requêtes personnelles individuelles, à des fins de recherche, sont reçues ; d'abord par Vichy. Puis par la BBC. Puis par le ministère.

En effet, la population française est confrontée aux 1ères images, puis aux articles des correspondants de guerre.

A partir d'avril 1945, le SHAEF augmente les moyens dévolus au rapatriement.

(1) *SHAEF : Supreme Headquarters of Allied Expeditionary Forces : quartier général de l'état-major des forces expéditionnaires alliées.*

A l'Ouest, le SHAEF bouleverse ses priorités.

Il voulait donc finir la guerre, il voulait rendre prioritaire la libération des PG, pour éventuellement les réaffecter à l'effort de guerre.

Les civils ne venaient qu'après.

Mais en mai 1945, l'Europe est libérée. Cela bouleverse la donne. La France le réclame d'ailleurs.

Le SHAEF décide de rapatrier les déportés malades en priorité. Il accepte d'y consacrer des moyens aériens.

- Ex : à Buchenwald. Libéré le 11 avril 1945. Le 18, le SHAEF fait rapatrier environ 30 personnalités.

- Le 14 avril, 300 femmes sont accueillies par de Gaulle et Frenay à la gare de Lyon. Rapatrié depuis la Suisse, par la Croix-Rouge suisse.

Frenay : « Nous n'oublierons jamais ces regards »...

Au contact de ces femmes, il prend la mesure de la tragédie de la déportation.

- Quand les déportés malades ne sont pas transportables, ils sont hospitalisés en Allemagne.

Finalement, à l'ouest, les moyens du retour sont de plus en plus importants.

Et à l'Est ?

La zone est contrôlée par l'URSS. C'est plus compliqué.

La prise en charge est plus aléatoire.

Les rescapés sont transportés vers Odessa, sur la mer Noire, l'idée est de les ramener par bateaux dans leur pays. Certains y attendent 3 mois, c'est une véritable épopée.

En mai 1945, 17 000 Français de toutes catégories y attendent dans des centres. En attente de départ pour Marseille.

Ces rapatriements suscitent d'ailleurs des polémiques, car certains PG ont été arrêtés par les Soviétiques, et retenus en captivité : les PG Alsaciens-Lorrains, considérés comme des « malgré Nous ». Certains y meurent...

Alors que les familles espèrent leur retour.

L'accueil en France.

Schéma d'accueil.

Le modèle établi par Frenay reprend le schéma des « maisons du prisonniers », établi par Vichy sous l'occupation. C'est-à-dire des centres d'accueil et de transit, dès le passage de la frontière française.

Ex à Marseille, à Longuyon (Lorraine).

- Les « revenus » sont traités au DDT.

- Puis ils sont soumis à diverses formalités : vérifier leur identités, débusquer ceux qui tentent de s'y mêler : soldats engagés dans la LVF, volontaires du travail, collabos en fuite...

- Ils reçoivent une aide sanitaire : aide médicale, assistance, octroi d'un certain nombre d'argent, d'un trousseau...

Chez la plupart des rescapés, les souvenirs du retour sont ténus.

- Parce que toutes ces étapes n'ont pas été réalisées.

- Parce que certains n'ont passé que quelques heures dans ces centres d'accueil : ils voulaient « rentrer ».

- Parce qu'ils ont été écrasés par la charge émotionnelle du retour et des retrouvailles.

- Parce qu'ils ont oublié. Il a fallu reprendre le cours de sa vie.

Le 1^{er} centre d'accueil : la gare d'Orsay.

D'abord pour les PG et les STO.

Puis quand les déportés arrivent, on prend conscience de leur état physique et moral particulier.

Début avril 1945, en urgence, le ministère réquisitionne le Lutétia (*Hôtel de luxe dans le 6^{ème} arrondissement de Paris.*)

Il devient le cœur de l'accueil. 500 chambres.

Des réserves de nourriture, alors que le contexte est à la pénurie et au rationnement.

Le Lutétia devient le point d'attraction de Paris. Une population hétéroclite s'y croise, et des scènes déchirantes s'y déroulent. Nombreuses personnes sont seules...

Les familles s'y précipitent quand les rapatriés ont pu les prévenir.

D'autres familles viennent consulter les listes. Posent des questions à ceux qui arrivent.

S'interrogent sur ceux qui ne reviennent pas.

En mai 1945, un journal communautaire juif constate : « Les nôtres ne reviennent pas ».

Des organisations de la société civile apportent leur aide.

- Une organisation issue de la Résistance : le COSOR. Avec Agnès Bidault, sœur de Georges Bidault.

- Se constitue une fédération des centres d'accueil, favorisée par le ministère en janvier 1946. En naît la FNDIRP.

- Se constitue aussi la FNDIR.

Quel traitement médiatique ?

Jusqu'au printemps 1945, la presse dit peu sur les camps.

- Ne pas inquiéter les familles.

- Éviter les représailles allemandes contre les « déplacés ».

72 % des articles écrits vont l'être entre mi-avril et mi-juin 1945.

Puis, seulement 8 articles sont écrits entre mi-juin et novembre 1945.

Qu'en tirer ?

- Ecllosion du phénomène en avril.

- Prise de conscience.

- « Feu de paille »...

Les sentiments des déportés.

Leur réinsertion a été difficile.

Ils ont éprouvé un grand sentiment de désillusion sur cette réinsertion. Pour eux, c'est un moment raté.

Le retour à la vie est d'abord le retour intime, auprès des proches.

Il est difficile.

Témoignage d'Annette Wellers sur son mari Georges :

- en avril 1945, elle se demande où il est.

- Le 23 avril, elle reçoit 2 lettres.

- Le 8 mai, il est rentré. A son retour, il fait 50 kg, souffre de dysenterie, du scorbut.

- 19 avril 1946 : « Comme il a changé », « Je ne suis pas heureuse ».

Elle soigne et accompagne son mari. Il s'irrite contre elle et leurs 2 enfants. Il fait des cauchemars. De plus, la famille vit le défilé de tous ceux qui cherchent leur proche. A eux, il raconte sans arrêt. Elle regrette son mari, tendre, taquin.

- Il reprend le travail au CNRS, il témoigne pour le BDIC. Et progressivement, il retrouve le goût de la vie... « C'est un miracle ! ».

Il est donc important d'étudier les récits des proches. C'est un axe de travail.

Dès l'été 1945, l'amertume et la désillusion percent chez certains rescapés.

Le trait commun est la grande douleur.

Ex : Jean-Marc Théolleyre, rescapé de Dachau. Il deviendra chroniqueur judiciaire au journal « Le Monde ».

Il s'est livré au moment du procès de Klaus Barbie.

Il évoque son difficile retour à l'humanité, il dit que les mots ne peuvent livrer que l'aspect physique des choses.

Il se sentait devenu un étranger, ayant vécu un concubinage avec la mort....

Et il retrouvait une jungle individualiste.

Certains avaient le sentiment d'être une élite, d'avoir payé le prix du sang. D'avoir défendu les idéaux de la Résistance.

Mais, comme le dit l'Amicale de Dachau en 1945, « l'oubli s'est installé », « l'idéal qui nous a conduit a été abandonné », « nous voilà des gêneurs ». Sentiment que des gens ont pris leur place. Qu'ils sont isolés par la compassion et le paternalisme.

Bref, même s'il ne faut pas généraliser, le retour a été complexe.

La question des sources.

Les archives soviétiques, ou récupérées par l'URSS ont été fermées jusqu'à la chute de l'URSS.

Sur la libération d'Auschwitz, tout n'a pas été diffusé.

Par ailleurs, il y a des contraintes, le problème de la langue russe. Il y a seulement quelques équipes de chercheurs franco-russes.

Question/Réponse.

Les déportés ont eu un rôle crucial sur le jugement des bourreaux. Notamment dans ceux qui se sont tenus dans les zones d'Allemagne de l'Ouest, dirigées par les occidentaux.

Dès la fin des années 40, après le procès de Nuremberg, se tient un procès pour chacun des grands camps.

- Selon le droit anglo-saxon, avec le principe du contradictoire.

- Enquête par la justice militaire.

- A appuyer par des témoignages de victimes sur tel ou tel gardien... La parole des déportés est donc importante.

- Des témoins français : ex : Marie-Claude Vaillant-Couturier. Le docteur Vic-Dupont.

Mais ces procès sont à l'image de la dénazification, incomplets. Ils ne touchent que peu de gardiens de camps.

Les procédures reprennent dans les Années Soixante, et encore aujourd'hui.

Cela a été permis par un changement de la procédure. Les crimes contre l'Humanité avaient d'abord été définis comme prescriptibles au bout de 20 ans.

Puis, avec l'ONU, transposés en droit national, ils sont devenus imprescriptibles.

D'où le procès Barbie, le procès Papon.

Pour le musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, Bourges, Catherine Poncelet, professeur-relais.